



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21839
4 octobre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE DU SECRETAIRE GENERAL

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres du Conseil de sécurité la communication ci-jointe, qu'il a reçue du Président du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

ANNEXE

Lettre datée du 2 octobre 1990, adressée au Secrétaire général
par le Président du Conseil de l'Organisation de l'aviation
civile internationale

Comme suite à mes lettres des 7 et 13 septembre 1990 (S/21796 et S/21828), j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint pour information copie du mémorandum PRES AK/234 relatif à la situation dans le Golfe, que j'ai adressé aux représentants siégeant au Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), en particulier eu égard à la résolution 670 (1990) du Conseil de sécurité. Ce mémorandum reproduit le texte de la déclaration que j'avais faite à la séance privée du Conseil tenue le 1er octobre 1990.

(Signé) Assad KOTAITE

Pièce jointe 1

Mémoire daté du 2 octobre 1990, adressé aux représentants
siégeant au Conseil de l'Organisation de l'aviation civile
internationale par le Président du Conseil

A : Représentants siégeant au Conseil

De : Président du Conseil

Objet : SITUATION DANS LA REGION DU GOLFE

Le 1er octobre 1990, j'ai fait, au titre des "Questions diverses", une déclaration relative à la situation dans la région du Golfe au cours de la partie privée de la 1re séance de la cent trente et unième session du Conseil.

A la demande de plusieurs représentants, je vous adresse le texte de cette déclaration pour information.

(Signé) Assad KOTAITE

Pièce jointe 2

Déclaration du Président du Conseil datée du 1er octobre 1990

(Conseil, 1re séance de la cent trente et unième session)

Le 4 septembre 1990, au cours de la partie privée de la 31e séance de la reprise de la cent trentième session du Conseil, j'ai fait, au titre des "Questions diverses", une déclaration sur la situation dans la région du Golfe. A la demande de plusieurs représentants, le compte rendu sténographique de ma déclaration a été distribué pour information dans mon mémorandum PRES AK/229 du 12 septembre 1989. J'ai alors promis de tenir les représentants informés de tout fait nouveau. Ma déclaration portait sur les événements et les mesures prises par le Conseil de sécurité des Nations Unies, sur la navigation aérienne et les aspects opérationnels de la situation et sur les mesures prises par l'OACI pour préparer les mesures d'urgence appropriées afin de prévenir la désorganisation possible du trafic. J'ai également informé le Conseil de la demande du Gouvernement du Koweït tendant à ce qu'il soit porté à la connaissance des Etats contractants que 15 appareils appartenant à la compagnie Kuwait Airways avaient été saisis par les forces irakiennes, et les Etats étaient priés d'aider à empêcher l'Iraq d'utiliser ces appareils. Il était pleinement conforme à la résolution 662 (1990) du Conseil de sécurité, datée du 9 août 1990, de communiquer le texte de cette lettre aux Etats contractants de l'OACI, ce qui a été fait le 14 septembre 1990, car il était expressément demandé, dans cette résolution, à tous les Etats et institutions spécialisées de s'abstenir de toute mesure et de tout contact qui pourraient être interprétés comme une reconnaissance implicite de l'annexion du Koweït par l'Iraq. Par ailleurs, j'ai reçu le 17 septembre 1990, après l'envoi de la lettre aux Etats, une autre lettre des autorités du Koweït qui contenait de nouvelles informations et données techniques au sujet des 15 appareils de la compagnie Kuwait Airways concernés.

Parmi les faits nouveaux intervenus, il faut notamment citer l'adoption par le Conseil de sécurité, le 25 septembre 1990, de sa résolution 670 (1990). Le texte de cette résolution a été immédiatement distribué aux représentants pour information avec mon mémorandum PRES AK/231 du 26 septembre 1990.

La résolution 670 (1990) porte directement sur l'aviation civile. En adoptant cette résolution, le Conseil de sécurité a expressément agi en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies et, en vertu de l'Article 25 de la Charte, elle a force obligatoire pour tous les Etats Membres de l'Organisation. En outre, la résolution se réfère expressément à l'Article 103 de la Charte, soulignant ainsi que les obligations qui incombent aux Etats en vertu de la résolution l'emportent sur toute autre obligation découlant d'accords internationaux ou de contrats - point souligné de nouveau au paragraphe 3 de la résolution.

Le point essentiel du paragraphe 3 de la résolution 670 (1990) est que tous les Etats sont tenus de refuser la permission de décoller de leur territoire à tout aéronef qui transporterait toute cargaison à destination ou en provenance de l'Iraq ou du Koweït [à l'exception des fournitures de caractère humanitaire, qui sont

autorisées en vertu de la résolution 661 (1990)]. De plus, en vertu du paragraphe 4, les Etats sont tenus de refuser la permission à tout aéronef devant atterrir en Iraq ou au Koweït de survoler leur territoire, à moins que l'appareil n'atterrisse sur un aéroport afin qu'on puisse l'inspecter pour s'assurer qu'il ne transporte rien qui soit contraire à la résolution 661 (1990). En vertu du paragraphe 5, chaque Etat est tenu aussi de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que tout aéronef immatriculé sur son territoire ou dont l'exploitant a établi le siège de ses activités ou sa résidence permanente sur son territoire se conforme aux dispositions des résolutions 661 (1990) et 670 (1990). Au paragraphe 7, il est demandé à tous les Etats de coopérer, en prenant, conformément au droit international, y compris la Convention de Chicago, les mesures qui pourront être nécessaires pour assurer l'application effective de la résolution. Le sens pratique de cette disposition est que toute action coercitive ou toutes autres "mesures qui pourront être nécessaires" ne doivent pas aller jusqu'à inclure l'usage d'armes contre des appareils civils en vol, règle qui entre dans le cadre du droit international coutumier et n'a été expressément reconnue, sous une forme codifiée, que dans l'article 3 bis de la Convention de Chicago; cette obligation existe donc indépendamment de l'entrée en vigueur du Protocole de 1984, qui a introduit le nouvel article 3 bis dans la Convention de Chicago.

Tous les vols doivent être inspectés avant le décollage ou au moment d'un atterrissage obligé pour qu'on puisse s'assurer que la cargaison transportée n'est pas interdite aux termes de la résolution 661 (1990).

Au paragraphe 11 de sa résolution 670 (1990), le Conseil de sécurité affirme que les institutions spécialisées du système des Nations Unies sont tenues de prendre les mesures qui peuvent être nécessaires pour donner effet aux dispositions de cette résolution et de la résolution 661 (1990). Cette tâche relève directement de l'OACI, notamment si l'on prend également en compte l'article VII de l'Accord de 1947 entre l'ONU et l'OACI 1/, qui dispose que l'OACI est tenue "de fournir au Conseil de sécurité telle assistance que celui-ci pourrait demander, y compris l'assistance destinée à permettre l'exécution des décisions du Conseil de sécurité pour le maintien et le rétablissement de la paix et de la sécurité internationales".

La demande du Conseil de sécurité est formulée en termes généraux - ("en prenant ... les mesures qui pourront être nécessaires") - et n'indique pas de mesures spécifiques. Toutes les mesures que prendrait l'OACI devront s'inscrire dans le cadre de son mandat constitutionnel.

Jusqu'ici, aucune proposition n'a été présentée dans le cadre de l'OACI au sujet de mesures déterminées à prendre en application de la résolution 670 (1990) du Conseil de sécurité; toute proposition de cette nature devra être examinée en priorité par le Conseil de l'OACI.

Par ailleurs, je tiens à informer le Conseil que j'ai reçu, le 25 septembre 1990, une lettre du représentant de l'Iraq au Conseil m'informant qu'aux termes d'un décret promulgué par le Conseil du Commandement de la révolution de la République d'Iraq, les avoirs et les biens de [et je cite] l'"ancien" Gouvernement du Koweït, y compris les appareils de la compagnie Kuwait Airways, sont devenus propriété du Gouvernement iraquien; toute mesure portant atteinte à

ces avoirs et biens sera considérée comme une atteinte aux droits et aux avoirs du Gouvernement de l'Iraq. Dans cette lettre, j'étais prié d'informer les Etats membres de l'OACI en conséquence.

Je n'ai pas communiqué cette lettre aux représentants et n'envisage pas sa communication aux Etats membres. Je crois que l'OACI doit s'en tenir strictement à sa pratique selon laquelle les communications émanant d'un Etat ne sont pas transmises à d'autres Etats contractants. La récente communication du Koweït a été communiquée à tous les Etats, mais cela a été fait conformément à la résolution 662 (1990) du Conseil de sécurité, qui demandait aux Etats et aux institutions spécialisées de s'abstenir de toute mesure et de tout contact qui pourraient être interprétés comme une reconnaissance implicite de l'annexion. Dans ce contexte, il convient aussi de noter que la résolution 670 (1990) du Conseil de sécurité affirme spécifiquement que le décret No 377 du Conseil du Commandement de la révolution de l'Iraq, daté du 16 septembre 1990, est nul et non avenu. Faire distribuer la lettre du représentant de l'Iraq ne serait pas compatible avec les termes des résolutions 662 (1990) et 670 (1990).

Pour conclure, je tiens à informer le Conseil que, comme je l'ai indiqué dans ma déclaration du 4 septembre 1990 2/, le trafic continue de se dérouler sans interruption et des dispositifs d'intervention appropriés ont été mis en place en vue d'empêcher d'éventuelles interruptions de la circulation aérienne; il n'a toutefois pas été nécessaire jusqu'ici d'appliquer ces mesures d'urgence. L'OACI continue de suivre de près la situation tant au siège que par l'intermédiaire des bureaux régionaux concernés, en étroite coopération et coordination avec les Etats intéressés et avec l'Association du transport aérien international (IATA).

Notes

1/ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 8, No II.45.

2/ S/21828, pièce jointe 2.
